

Le changement climatique représente une menace profonde pour la réalisation de la mission du Fonds mondial.

Cher(e)s abonné(e)s,

Le Fonds mondial de lutte contre le VIH, la tuberculose et le paludisme est une organisation internationale qui travaille à mobiliser des ressources pour lutter contre ces maladies dans les pays les plus touchés. Même si nous sommes encore loin de l'éradication de ces maladies en tant que problèmes de santé publique, force est de constater qu'en 20 ans, le Fonds mondial a réussi à inverser la courbe macabre des chiffres. Toutefois, la crise climatique qui s'installe progressivement menace de réduire à néant les succès engrangés jusqu'ici.

Le <u>premier article</u> de ce numéro s'en fait l'écho. Il met très spécifiquement en lumière l'impact des changements climatiques sur la propagation du VIH en Afrique subsaharienne. Il ne peut y avoir de lutte efficace contre le VIH sans une résolution durable de la crise climatique. L'une implique l'autre. Il est temps de s'en préoccuper sérieusement, méthodiquement, et ce, bien au-delà des promesses et déclarations incantatoires des décideurs mondiaux.

Le <u>deuxième article</u> s'intéresse à une problématique plus que jamais d'actualité. Le financement domestique de la santé en Afrique. Si la réalité de très nombreux pays sur le continent n'inspire quère à

l'optimisme en la matière, il n'en demeure pas moins que quelques pays parviennent à mettre en place des mécanismes pour contribuer à hauteur de 15% du montant total de leur allocation au titre de la subvention du Fonds mondial.

Le <u>troisième article</u> met en relief des éléments factuels qui permettent de conclure que le renforcement du leadership des femmes au Cameroun contribuerait significativement et efficacement à la lutte contre le paludisme.

Le 17 juillet, le groupe d'évaluation technique s'est réuni pour faire le point sur l'état d'avancement des demandes du cycle de financement de la deuxième fenêtre, qui s'est achevé à la fin du mois de mai. Nous en avons parlé pour la première fois dans notre dernier numéro, mais il y a trop d'informations pour un seul article. C'est pourquoi l'article 4 (Observations et recommandations du groupe d'évaluation technique sur les demandes de financement de la fenêtre 2 : Partie II) vous fournit un résumé des observations et recommandations techniques pour les trois maladies, les systèmes de santé et l'équité, les droits de l'homme et le genre.

Notre <u>cinquième et dernier article</u> porte sur le récent audit du Bureau de l'Inspecteur Général (BIG) sur les subventions au Soudan et ce n'est pas une histoire heureuse (le Soudan n'a aucun espoir d'atteindre les objectifs de 2030). Ce rapport d'audit donne un aperçu des difficultés de mise en œuvre des programmes de lutte contre les maladies dans un pays classé comme contextes d'intervention difficiles (CID) et montre également comment le Secrétariat lui-même a des difficultés à appliquer les flexibilités de la politique CID : soulevées à de nombreuses reprises à la fois par le BIG et les pays eux-mêmes, et couvertes par nous dans plusieurs articles récents.

À travers cette note éditoriale, nous espérons vous avoir donné envie d'en savoir plus.

Comme toujours, Aidspan et son équipe de rédaction, sous la direction d'Ida Hakizinka, font de leur mieux pour assurer l'exactitude des données et des déclarations dans nos articles publiés – et donc l'inclusion d'hyperliens – mais si vous, le lecteur, identifiez une erreur ou une omission importante, veuillez-nous en informer et nous fournir la source de vos données ; nous serons heureux de publier une correction ou un amendement.

Si vous appréciez l'OFM et le trouvez pertinent pour votre travail, veuillez encourager vos collègues et ami(e)s à <u>s'abonner</u>.

Les suggestions et commentaires peuvent nous être adressés à Ida Hakizinka ou Christian Djoko, en anglais, français ou espagnol, à l'adresse ida.hakizinka@aidspan.org ou christian.djoko@aidspan.org.